



EchoGéo

8 | 2009

Moyen-Orient : conflits et mobilités dans un espace mondialisé

Relations entre associations féminines palestiniennes des deux côtés de la Ligne verte

Elisabeth Marteu



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/11003>

DOI : [10.4000/echogeo.11003](https://doi.org/10.4000/echogeo.11003)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Elisabeth Marteu, « Relations entre associations féminines palestiniennes des deux côtés de la Ligne verte », *EchoGéo* [En ligne], 8 | 2009, mis en ligne le 25 mars 2009, consulté le 31 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/11003> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.11003>

Ce document a été généré automatiquement le 31 juillet 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

Relations entre associations féminines palestiniennes des deux côtés de la Ligne verte

Elisabeth Marteu

- ¹ L'Etat d'Israël¹ compte près de 20% de citoyens arabes, descendants des quelque 150 000 Palestiniens restés dans les frontières du nouvel Etat à la suite de la première guerre israélo-arabe (1947-1949). Cette minorité palestinienne fut placée sous administration militaire dans les régions arabes de Galilée, du Triangle et du Néguev, jusqu'en 1966, l'Etat israélien continuant de les considérer comme des ennemis potentiellement dangereux pour la stabilité du pays. Ian Lustick (1980) a décrit une triple dynamique de segmentation ethnique, dépendance économique et de cooptation politique pratiquée par les autorités israéliennes à leur égard. En dépit de l'acquisition de la citoyenneté israélienne et des droits civiques et politiques qui lui étaient inhérents, les citoyens arabes restèrent étroitement encadrés. Seul le Parti communiste israélien (Maki puis Rakah en 1965) représentait les intérêts des citoyens arabes à l'échelon national, le mouvement al Ard ayant été rapidement interdit en 1965². L'engagement associatif était également surveillé pour éviter tout mouvement contestataire et subversif. Les organisations féminines qui avaient vu le jour sous le Mandat britannique fermèrent leur portes en 1948 et seules des structures caritatives, aux fondements familiaux et confessionnels, continuèrent d'œuvrer à l'échelle des quartiers. Une des rares exceptions à cette faiblesse organisationnelle est l'association Nahda, fondée en 1949 par des nazaréennes proches du Parti communiste, qui s'associèrent en 1951 avec des militantes communistes juives pour constituer le Mouvement des femmes démocratiques d'Israël (TANDI).
- ² En 1967, la fin du gouvernement militaire a coïncidé avec la guerre des Six Jours, amenant à l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Gaza, du Golan et de Jérusalem-Est. Alors que les Palestiniens d'Israël renouèrent avec ceux des Territoires occupés, les autorités israéliennes continuèrent de les marginaliser en poursuivant leur politique d'expropriation des terres. Les frustrations en réponse à ces politiques discriminatoires

en Galilée provoquèrent la grève et les manifestations sanglantes du Jour de la Terre du 30 mars 1976. Cet évènement, dont la répression policière fit six morts parmi les manifestants arabes, a mis en évidence le profond sentiment d'injustice vécu par les citoyens arabes au sein de l'Etat israélien. Cette date marqua un moment charnière dans la mise en visibilité du mécontentement arabe et donc dans leur mobilisation politique. La référence à l'identité palestinienne commençait doucement à pénétrer l'espace public, d'abord avec le parti nationaliste Abna al Balad³, ensuite avec la création d'autres partis arabes⁴ dans les années 1980, puis surtout 1990, clamant leur attachement à la cause palestinienne. Forces communistes, nationalistes et islamiques s'accordent toutes sur la refonte du système politique israélien, l'égalité entre citoyens juifs et arabes et leur reconnaissance comme minorité nationale. Le déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000 et la répression sanglante des manifestations arabes d'octobre en Galilée ont exacerbé le processus de communautarisation des citoyens arabes. Pour autant, comme le souligne Laurence Louër (2003), cette communautarisation doit se comprendre comme un double processus d'activation identitaire et d'insertion dans l'espace politique israélien. Cette dynamique d'intégration conflictuelle, conjuguant marginalisation et mise en visibilité politique, s'observe, de façon probante, dans la mobilisation associative arabe.

- 3 La pluralisation de la scène politique arabe dans les années 1980 a accompagné le développement d'une sphère associative dynamique travaillant d'abord sur la question de la terre, avant de diversifier ses domaines d'intervention comme les droits des femmes, le conseil juridique ou encore l'écologie. Plus particulièrement dans le cas des associations féminines, leurs actions conjuguent provision de services et activités de plaidoyer et de lobbying. Aux anciennes structures caritatives locales sont venues s'ajouter des méthodes professionnelles et techniques d'interpellation des pouvoirs publics israéliens comme des organisations internationales. Beaucoup de ces associations ont été créées à la fin des années 1980 par des militantes communistes, avant de laisser la place à une jeune génération éduquée trouvant dans l'associatif un nouveau marché du travail. En parallèle de ces associations, officiellement reconnues comme amutot (associations), se sont développées dans les années 1990 des associations de femmes islamiques. Ces dernières oeuvrent localement pour le compte du Mouvement islamique, tout en défendant une identité islamonationaliste transnationale. Beaucoup d'associations féminines arabes en Israël, laïques ou religieuses, charitables ou professionnelles, entretiennent des liens avec leurs homologues des Territoires palestiniens. Ces liens sont fondés sur des proximités partisanses entre militantes communistes, nationalistes ou islamiques, autour de thématiques régionales d'action pour les droits des femmes, ou encore dans le cadre de l'assistance caritative et humanitaire à destination des Territoires palestiniens. Pour autant, ces relations se sont transformées avec le blocage des Territoires depuis 2000. Les limitations physiques ont renforcé un processus déjà existant de concentration sur les problématiques propres aux Arabes d'Israël. Mais elles ont aussi exacerbé certaines tentatives de dépassement du cadre d'Etat-nation et d'impulsion d'un mouvement social palestinien transfrontalier. L'analyse des modes d'action des associations de femmes permet donc de révéler un processus plus large de reconfiguration des liens entre Palestiniens des deux côtés de la Ligne verte (ligne d'armistice de 1949 entre Israël et les Etats arabes). Nous détaillerons dans un premier temps les différents types de relations entre associations féminines et/ou féministes, avant d'analyser les enjeux qu'ils recouvrent côté israélien et palestinien.

Entraide, solidarité et coopération ou les multiples ressorts du dépassement de la Ligne verte

- 4 Depuis 1948 et l'éclatement du peuple palestinien, les relations entre citoyens arabes et Palestiniens des Territoires occupés ont été marquées par des phases successives de méfiance et de solidarité. Jusqu'au début des années 1970, les relations étaient quasi inexistantes puisque la Cisjordanie sous autorité jordanienne, la bande Gaza sous autorité égyptienne et les régions arabes d'Israël sous administration militaire ne permettaient pas le déplacement des populations. Seuls les contacts clandestins ou organisés à l'étranger permettaient les rencontres entre Palestiniens de la région. Avec l'occupation israélienne des Territoires palestiniens en 1967, les relations ont été réactivées autour de réseaux familiaux, matrimoniaux et économiques. Jusqu'au début de la première *Intifada* (décembre 1987), les contacts étaient réguliers, certains allant faire le marché à Gaza, venant visiter leur famille en Galilée ou dans le Néguev (Parizot, 2008). Le déclenchement de la première *Intifada* a réactivé l'idée de frontières entre Palestiniens. Les barrages militaires et les découpages géographiques de la Cisjordanie et de Gaza décidés par les accords d'Oslo (1994-2000) ont réduit les déplacements des Palestiniens (Parizot, 2008). Le déclenchement de la seconde *Intifada* en septembre 2000 et le bouclage régulier des Territoires occupés a encore limité les circulations, tout en exacerbant l'identification à la cause palestinienne chez les citoyens arabes. Ces restrictions géographiques ont limité les possibilités de contact entre associations palestiniennes, celles-ci focalisant déjà leur travail sur les problèmes propres à leurs sociétés respectives. Pour autant, cette focalisation sur des intérêts localisés n'a pas empêché le développement de relations entre associations féminines palestiniennes des deux côtés de la Ligne verte. Ces contacts ne sont certes pas de grande envergure, ils n'ont pas non plus mené à l'impulsion de mouvements sociaux transfrontaliers, cependant ils existent et recouvrent des enjeux politiques non négligeables.
- 5 Il existe ainsi un large réseau d'entraide traversant la Ligne verte et qui mobilise de nombreuses associations féminines arabes israéliennes venant en aide aux déshérités, aux orphelins mais aussi aux prisonniers palestiniens. L'Organisation des femmes démocratiques de Nazareth, de même que des organisations féminines de la région centrale du Triangle envoient leur aide à une association d'orphelins de Tulkarem et organisent des visites aux prisonniers palestiniens en Israël. Des collectes d'argent, de vêtements et de fournitures scolaires sont organisées dans les villes arabes d'Israël par des associations, des mairies ou des partis politiques. Le Mouvement islamique est probablement le plus actif dans l'assistance et l'aide caritative. Les différentes cellules locales du mouvement envoient chaque année pour ramadan de la viande aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Le Parti démocratique arabe est lui aussi très présent dans l'assistance charitable. Ces aides ont débuté dès les années 1980 et se sont intensifiées ces dix dernières années avec la détérioration de la situation économique et politique dans les Territoires occupés. Régulièrement des grandes campagnes de dons sont organisées, comme en janvier 2009 lors de l'intervention militaire israélienne à Gaza. Les associations et partis arabes ont ainsi récolté des fonds et des vivres pour les habitants de Gaza en réaffirmant leur solidarité avec le peuple palestinien et leur condamnation de l'occupation israélienne.

- 6 Les partis et les associations charitables féminines ne sont pas les seuls à agir, puisque même les associations professionnelles et féministes mènent des actions de solidarité. Certaines dirigeantes et salariées sont ainsi actives dans le mouvement pacifiste et participent aux activités d'associations israéliennes comme Les femmes en noir, *Bat Shalom*, ou israélo-palestiniennes comme le *Jerusalem Link* et dans le cadre la Commission internationale des femmes pour une paix israélo-palestinienne juste et durable. Cette commission, créée en 2005 sous l'égide de l'UNIFEM⁵, ambitionne de faire respecter la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, en donnant la parole aux militantes engagées contre l'occupation militaire israélienne et soutenant une paix juste et durable dans la région. On retrouve dans cette commission Aida Tuma Suleiman, directrice de l'association *Women against Violence* de Nazareth, ainsi que des militantes palestiniennes comme Maha Abu Dayyeh, directrice du *Women Center for Legal Aid and Conselling*, Hanan Ashrawi, membre du conseil législatif palestinien et fondatrice de l'association Miftah, ou encore Leila Shahid, représentante de l'Autorité palestinienne auprès de l'Union européenne. La Commission a ainsi appelé en août 2006 à l'arrêt des combats au Liban entre Israël et le Hezbollah, et fin décembre 2008 à l'arrêt des frappes israéliennes sur Gaza. Ces rencontres réunissent une petite élite militante de gauche, les relations se jouent donc essentiellement au niveau directionnel. Les dirigeantes associatives palestiniennes des deux côtés de la Ligne verte se connaissent bien, d'autant plus quand elles sont actives en politique, dans les mouvements anti-occupation et qu'elles ont une visibilité internationale.
- 7 Par ailleurs, la scène internationale permet aux militantes de se rencontrer en dehors du Proche-Orient et de dépasser ainsi les contraintes sécuritaires. Il est plus facile pour elles de se retrouver à Amman, en Europe ou aux Etats-Unis puisqu'elles peuvent très difficilement circuler dans les espaces israélo-palestiniens. Outre les rassemblements anti-occupation et/ou féministes pacifistes, les militantes associatives se retrouvent aussi lors de grands rassemblements sociaux mondiaux et euro méditerranéens. L'association arabe *Ittijah*, basée à Haïfa, est membre du secrétariat international du Forum social mondial, du Forum civil Euromed ainsi que de la plateforme Euromed des ONG. En tant qu'organisation parapluie, *Ittijah* y fait intervenir des associations féminines arabes comme *as Siwar* et *Kayan*, de Haïfa, et *al Zahra* basée à Sakhnin. De son côté, Aida Tuma Suleiman, directrice de *Women against Violence*, est membre de la coordination internationale du Forum social méditerranéen. Selon elle : « Ce forum permet de conscientiser les participants sur certains problèmes, ça permet aussi de s'exprimer, de discuter, d'échanger des expériences, de faire des alliances, de nouer des solidarités et bien sûr de se mobiliser. L'objectif est de créer des alliances pour mobiliser au sein de l'Union européenne contre le libéralisme et contre des sujets comme le boycott du *Hamas* ou la violation des droits de l'homme en Palestine »⁶.
- 8 Cependant, seule une élite dirigeante et militante voyage pour exporter ses idées (plaidoyer et lobbying), échanger des expériences et tisser des solidarités internationales. Ce ne sont donc pas « les sociétés civiles » ou les sphères associatives qui sont transnationales, mais les méthodes d'action multiniveaux employées par quelques acteurs. La mise en réseau de la cause palestinienne est donc toute relative tant elle concerne un petit milieu militant. En outre, dans le cas des citoyens arabes, leur cause est quasiment ignorée des organisations internationales. Les débats se focalisent le plus souvent sur les Territoires occupés et rares sont les appels à la réforme statutaire des citoyens arabes en Israël. Les forums civils ou sociaux sont, pour

eux, un moyen de recréer une mobilisation civile palestinienne et une cohésion identitaire à l'extérieur. Puisque les rencontres au Proche-Orient sont limitées, ces lieux de rassemblement offrent de nouvelles arènes de rencontre et de protestation. Cette déterritorialisation de la cause palestinienne profite pour l'heure à une petite classe éduquée, dirigeante et formée au plaidoyer international.

- 9 En dépit de ces manifestations publiques de solidarité, force est de reconnaître que les Palestiniens d'Israël restent stigmatisés par leur citoyenneté israélienne et donc largement marginalisés des coopérations associatives transfrontalières. A ces blocages politiques s'ajoutent des contraintes géographiques limitant encore davantage les contacts transfrontaliers. Ainsi, pendant longtemps, des associations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, notamment celles ayant un caractère politique, refusaient toute coopération officielle avec des associations israéliennes, fussent-elles arabes. Les contacts entre partis politiques étaient évidents, notamment entre militants communistes et nationalistes. Ces relations se retrouvaient aussi au niveau des associations féminines proches des partis. On sait ainsi que le Mouvement des femmes démocratiques de Nazareth, proche du Parti communiste, avait des contacts avec l'Union générale des femmes palestiniennes, faction féminine de l'OLP fondée en 1965. Les dirigeantes des deux associations, Samira Khoury de Nazareth et Rima Tarazi de Ramallah, se connaissent bien. Pour autant, jamais les relations n'ont été officialisées ni n'ont donné lieu à des programmes d'action communs pérennes. Rima Tarazi explique cette distance ainsi : « La situation ici dans les territoires est très difficile, nous devons agir chez nous. Officiellement, nous n'avons pas de relations avec les associations israéliennes. Nous ne pouvons pas reconnaître et normaliser les relations. Nous n'avons jamais pu officialiser les quelques contacts que nous avons, comme avec les femmes démocratiques de Nazareth. Je connais bien Samira Khoury qui était notre interlocutrice privilégiée. Aujourd'hui chacun doit agir dans sa propre société »⁷.
- 10 Plus encore du côté des réseaux associatifs arabes noués dans l'espace méditerranéen, la participation des associations arabes d'Israël y est très limitée. Le réseau *Aisha*, fondé en 1991, rassemble plusieurs associations féminines arabes de la région, mais seule l'association *Al Tufula* de Nazareth dirigée par Nabila Espanioly y participe. Les contacts sont réduits et les activités communes sporadiques. Le même constat peut être fait avec le réseau *Shabaka* pour le développement. Lancé au Caire en 1997, il réunit près de 400 organisations dont 100 Palestiniennes (Hanafi et Tabar, 2005 : 323). L'association arabe *Ittijah* essaie depuis quelques années de participer à leurs réunions, notamment en y conviant des représentantes d'associations féminines de Galilée et du Triangle. Quand les réunions sont organisées à Jérusalem, en Egypte ou en Jordanie, les dirigeants associatifs arabes d'Israël peuvent s'y rendre. En revanche, quand elles sont organisées dans d'autres Etats arabes comme le Liban, il est alors impossible pour eux d'y participer. Pour autant, selon Amir Makhoul, directeur d'*Ittijah* : « L'important est qu'on soit considéré comme des partenaires normaux dans le monde arabe et qu'on construise un bloc palestinien solide »⁸. En effet, pour certains militants associatifs arabes originaires d'Israël, une des priorités est de resserrer les liens avec les ressortissants des pays arabes de la région et de tisser des contacts professionnels. La dimension identitaire des réseaux arabes de Méditerranée est centrale. Le partenariat Euromed, censé rapprocher les Etats de la région, y compris Israël et les pays arabes, a permis aux différentes sphères associatives nationales de se mobiliser dans des lieux communs et institutionnalisés. Néanmoins, le fonctionnement communautaire des

réseaux arabes a longtemps isolé les associations originaires d'Israël, et seuls quelques contacts professionnels, entre militants politisés, se sont plus récemment tissés.

Réalités et contraintes des frontières inter palestiniennes

- 11 Comme le souligne Cédric Parizot (2008), c'est paradoxalement au moment où les frontières sont les plus difficiles à traverser que les citoyens arabes clament plus fort leur attachement à la cause palestinienne. Ce processus d'activation identitaire, intensifié depuis 2000, est entretenu par la politique excluante de l'Etat israélien, entretenant la différenciation culturelle, économique et politique des citoyens arabes. Néanmoins, le fait que cet attachement à l'histoire et au combat des Palestiniens soit de plus en plus clamé dans l'espace public, donne à leur positionnement un aspect plus radical. Cette radicalisation est davantage le fait d'une meilleure organisation et pluralisation des forces politiques et sociales arabes en Israël, qu'une véritable radicalisation de leur message politique. Les forces politiques et associatives arabes développent, en effet, une communautarisation singulière, à la fois protestataire et incontestablement ancrée dans le système politique israélien. Plus que dissident, leur message politique vise leur intégration différenciée en tant que minorité nationale aux droits égaux à ceux des citoyens juifs. Cela explique aussi pourquoi les associations fonctionnent largement dans un cadre national et local et aspirent peu aux mobilisations transfrontalières.
- 12 Pour autant, une partie du mouvement politique arabe, en premier lieu la branche nord du Mouvement islamique et des forces nationalistes comme *Abna al Balad* entendent dépasser le cadre israélien d'Etat-nation et recréer une mobilisation civile palestinienne traversant la Ligne verte. Pour l'heure, nous l'avons vu, les relations entre associations se bornent à une assistance humanitaire à destination des Territoires occupés et des contacts entre élites dirigeantes politisées. Il existe peu de programmes de coopération d'envergure entre associations palestiniennes des deux côtés de la Ligne verte, chaque structure se spécialisant sur leurs problèmes propres et répondant aux contraintes des bailleurs de fonds, ne finançant que des projets transfrontaliers destinés à la coexistence et au dialogue pacifique. Le besoin de dépasser concrètement la frontière par des activités communes n'est pas une priorité des associations palestiniennes en Israël et dans les Territoires occupés. Peut être plus encore qu'en Israël, les associations de Cisjordanie et Gaza ne réclament pas davantage de coopération avec leurs homologues d'Israël. Les conditions économiques déplorables et le chaos politique conduisent les associations palestiniennes à se concentrer sur l'aide aux populations et à des programmes de développement. Alors que certaines associations nationalistes et islamiques en Israël rêvent d'une hypothétique « société civile » (*mujtama'a al madani*) transfrontalière, la réalité sociopolitique conduit chaque sphère associative à privilégier des actions localisées.
- 13 Selon Salim Tamari (1999) les différences entre les sphères associatives palestiniennes des deux côtés de la Ligne verte tiennent : (1) au degré et à la nature du contrôle politique et militaire, (2) à la composition interne des deux populations, (3) à la nature du pouvoir des autorités représentatives. Selon lui, le bouclage des Territoires, les contraintes géographiques n'expliquent pas entièrement l'absence de généralisation des relations entre citoyens arabes et Palestiniens. Preuve en est avec le cas de

Jérusalem, qui n'offre pas plus de coopérations entre citoyens arabes et citoyens palestiniens de Jérusalem-Est, alors qu'il n'y a pas de contrainte territoriale et aucun barrage militaire. Il estime ainsi, à juste titre, que les deux sociétés ont des priorités d'action et des contraintes différentes⁹. Lorsque la sphère associative arabe s'est développée en Israël dans les années 1980 et surtout 1990, elle a limité ses actions au territoire israélien. Les partis politiques arabes ont toujours montré une large indépendance vis-à-vis de l'establishment politique palestinien. L'OLP n'a jamais complètement intégré les citoyens arabes à sa lutte nationale. Les associations palestiniennes oeuvraient, quant à elles, à pallier les manques d'une administration palestinienne inexistante jusqu'au milieu des années 1990. Avec l'*Intifada*, elles se sont ensuite concentrées sur des projets de développement, voire d'aide humanitaire, en Cisjordanie et à Gaza. De leur côté, les citoyens arabes vivaient dans un contexte israélien qui a conditionné la singularité de leur positionnement identitaire et leurs contraintes sociales, économiques et politiques. En conséquence, les structures associatives arabes limitèrent leur champ d'intervention aux problèmes des Palestiniens d'Israël et ciblerent l'Etat israélien comme seul interlocuteur légitime. C'est donc bien auprès des pouvoirs publics israéliens qu'ils continuent de protester, négocier et réclamer des droits inhérents à leur citoyenneté israélienne. Les sphères associatives palestiniennes des deux côtés de la Ligne verte se retrouvent bien autour d'une solidarité symbolique, d'une histoire mémorielle partagée, mais leurs quotidiens comme leur avenir se pense dans le cadre de leurs Etats ou réalités politiques d'appartenance.

- 14 Hanna Herzog (1999) dresse un portrait très contrasté de la coopération entre militantes palestiniennes des deux côtés de Ligne verte. Selon elle, en dépit des contacts, les Palestiniennes d'Israël tendent à s'autonomiser, tant des Israéliennes que des Palestiniennes des Territoires occupés. Elle souligne ainsi que les Palestiniennes des Territoires ont longtemps eu tendance à rejeter toute idée de coopération avec les citoyennes arabes et à se positionner comme les vraies et seules victimes de l'occupation israélienne. Cette centralisation de la cause palestinienne dans les Territoires occupés a participé du développement séparé de la sphère associative féminine arabe en Israël. Les citoyennes arabes forment ainsi leur propre sphère d'engagement, en situant leur action à l'égard des femmes dans la réalité sociopolitique et culturelle de la communauté palestinienne en Israël.
- 15 Ainsi, la nouvelle génération militante arabe en Israël clame à la fois plus fort son appartenance au peuple palestinien, mais sait aussi bien mieux que ses aînés, négocier auprès de l'Etat israélien pour réclamer ses droits citoyens. La commémoration de la *Nakba* en mai 2008, célébrant aussi les soixante ans de la création de l'Etat d'Israël, a mobilisé bon nombre de citoyens arabes partout dans le pays. Lors des frappes militaires israéliennes à Gaza en janvier 2009, de nombreuses manifestations ont été organisées dans les villes arabes de Galilée, du Triangle et du Néguev. Déjà en 2002, L. Louër posait la question "Un seul peuple de la Galilée à Hébron ?", tout en arrivant à la conclusion que les citoyens arabes évoluent dans un contexte singulier, qu'ils ne tiennent pas à vivre sous autorité palestinienne quand bien même l'AP serait viable et indépendante. Ils marquent leur attachement à l'identité palestinienne, ils clament leur solidarité et s'organisent pour venir en aide aux nécessiteux, mais pensent leur avenir dans les frontières de l'Etat israélien, comme minorité nationale, aux droits égaux à ceux des citoyens juifs.

- 16 Pour autant cette prise de position publique et collective effraie une partie de l'opinion israélienne et radicalise les partis juifs nationalistes de droite. Depuis le déclenchement de la seconde *Intifada* en 2000, et surtout depuis l'intervention israélienne au Liban en été 2006, où les citoyens arabes ont condamné l'invasion militaire israélienne, certains soutenant même publiquement le *Hezbollah*, l'extrême droite israélienne réclame de traiter la question arabe comme la question palestinienne. Puisque eux-mêmes se réclament Palestiniens, il ne fait plus aucun doute qu'ils doivent intégrer les frontières du futur, et hypothétique Etat palestinien, voire jordanien, ou accepter silencieusement leur condition en Israël. Les thèses d'Avigdor Lieberman, leader du parti *Israel Beitenu*, ont largement médiatisé l'urgence démographique et les craintes de soulèvement en interne. Uri Horowitz, du Centre Jaffe pour les études stratégiques, notait en 2000 que le processus d'Oslo avait conduit les citoyens arabes à se soucier de leur propre sort, pour l'heure circonscrit aux frontières de l'Etat israélien. Mais il mettait également en garde contre une radicalisation de l'opinion publique israélienne vis-à-vis de la reconnaissance des Arabes comme minorité nationale et de la crainte de voir resurgir le débat sur un Etat binational.
- 17 Dans ce contexte, les marges de manœuvre des associations arabes d'Israël sont limitées. Sortir du « politiquement acceptable » et traverser les barrières sécuritaires les conduiraient à la censure et à une marginalisation accrue, voire à une radicalisation. Les contraintes économiques et politiques s'articulent aux divergences d'intérêts et de priorités pour limiter toute coopération transfrontalière palestinienne pérenne. Pour autant une partie des associations arabes en Israël, proche des mouvements nationaliste et islamique, ambitionne de traverser la Ligne verte. Si chez les associations des Territoires palestiniens, l'ambition transfrontalière semble moins saillante, elle constitue un élément de la communautarisation arabe en Israël, dépendant largement de l'évolution de leurs rapports avec l'Etat israélien.
-

BIBLIOGRAPHIE

Hanafi Sari, Tabar Lisa, 2005. *The Emergence of a Palestinian Elite: Donors, International Organization and Local NGOs*, Jerusalem: Institute of Jerusalem Studies, Muwatin.

Herzog Hanna, 1999. "A Space of Their Own: Social-Civil Discourses among Palestinian Israeli Women in Peace Organizations", *Social Politics: International Studies of Gender, State and Society*, 6(3), p. 344-369.

Horowitz Uri, 2000. "The Arabs in Israel and the Palestinian State", *Jaffe Center for Strategic Studies, Strategic Assessment*, vol. 3, n° 3.

Louër Laurence, 2002. "Un seul peuple de la Galilée à Hébron", *Critique internationale*, 16, juillet, p. 36-39.

Louër Laurence, 2003. *Les citoyens arabes d'Israël*, collection Voix et Regards, Paris : Balland.

Lustick Ian, 1980. *Arabs in the Jewish State*, Austin: Texas University Press.

Parizot Cédric, 2008. "L'émergence de frontières interpalestiniennes". *Revue d'Etudes Palestiniennes* n°107, p. 22-34.

Tamari Salim, 1999. "Palestinian Social Transformations: the Emergence of Civil Society", *Civil Society: Democratization in the Arab World*, Le Caire : Centre Ibn Khaldun, vol. 8, issue 86, February, p. 14-17.

NOTES

1. Cet article se fonde sur un travail d'enquête mené dans le cadre d'un doctorat en science politique effectué à l'IEP de Paris entre 2004 et 2009
2. Le mouvement *al Ard* (la Terre) a été fondé en 1959 suivant l'idéologie panarabe nassérienne. Ses militants se sont reconvertis dans d'autres forces politiques arabes, certains s'investissant dans la sphère associative, comme Mansour Kardosh fondateur de l'Association des droits de l'homme à Nazareth.
3. *Abna al Balad* (les Enfants du Pays) est un mouvement nationaliste arabe créé en 1973, proche des factions les plus radicales de l'OLP.
4. Dès 1984, la participation aux élections parlementaires de la Liste progressiste pour la paix, fondée par Mohammad Miari et Uri Avneri, a ouvert la voie à la pluralisation politique. En 1988, fut créé le Parti démocratique arabe (PDA) par un ancien travailliste, Abd al Wahab Darawshe. Au milieu des années 1990 apparaissent, enfin, sur la scène nationale le Rassemblement national démocratique, fondé par un ancien communiste, Azmi Bishara, et le Mouvement islamique, dont la branche dite modérée, dirigée par Abd el Malik Dahamshe, accepte de participer aux élections aux côtés du PDA sur la Liste arabe unie. La branche dite radicale du Mouvement islamique a refusé dès 1999 de participer aux élections parlementaires, préférant œuvrer au niveau local et tisser de larges réseaux de bienfaisance.
5. Fonds de développement des Nations unies pour les femmes créé en 1976.
6. Entretien Nazareth, mai 2006.
7. Entretien Ramallah, mai 2008.
8. Entretien téléphonique mai 2007.
9. Entretien Ramallah, décembre 2005.

RÉSUMÉS

Les associations féminines arabes en Israël entretiennent des relations diverses avec leurs homologues des Territoires palestiniens. Basés sur des solidarités nationales, des coopérations professionnelles et/ou une assistance humanitaire croissante, les contacts entre Palestiniens des deux côtés de la Ligne verte sont en constante reconfiguration. Cet article se propose d'étudier les rapports transfrontaliers entre populations palestiniennes d'Israël et des Territoires occupés à l'aune de leur mobilisation féminine. En étudiant les liens qui se sont tissés entre associations de femmes dans les espaces israélo-palestiniens, cette recherche permet de comprendre les réajustements de la solidarité interpalestinienne. Si le déclenchement en 2000 de la seconde Intifada a renforcé les citoyens arabes dans leur affirmation d'une identité palestinienne, les enjeux immédiats de leur mobilisation sociale et politique restent ancrés dans les frontières de

l'Etat israélien. De la même manière, la détérioration de la situation humanitaire dans les Territoires palestiniens conditionne la localisation des répertoires d'action des organisations civiles. Ainsi, quand bien même certains mouvements nationalistes et islamiques arabes défendraient l'idée d'une mobilisation palestinienne transfrontalière, les réalités et les priorités locales limitent, pour l'heure, toute concrétisation d'envergure.

Arab women's organizations in Israel maintain various relations with their Palestinian counterparts. Based on national solidarities, professional cooperations and/or increasing humanitarian assistance, contacts between Palestinians through the Green Line are in constant reconfiguration. This paper focuses on women's mobilization in order to highlight transborder relations between Palestinian people from Israel and the Palestinian Territories. By studying links that developed between women's organizations in the Israeli-Palestinian context, this research aims to understand the reajustement of inter-Palestinian solidarity. The outbreak of the second Intifada in 2000 strengthened Arab citizen's claim of their Palestinian identity. Nevertheless immediate stakes of their social and political mobilization are anchored in the Israeli state's boundaries. Similarly, the deterioration of the humanitarian situation in the Palestinian Territories influences the localization of civil organizations' repertoires of action. Thus, even though some Arab nationalist and Islamic movements stand up for a Palestinian transborder mobilization, realities and local priorities still contain any substantial achievement.

INDEX

Mots-clés : association féminine arabe, Israël, Palestine, relation transfrontalière

Keywords : Arab women's organization, Israel, Palestine, transborder relation

AUTEUR

ELISABETH MARTEU

Elisabeth Marteu est ATER à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.